



COMMENTAIRE DE JURISPRUDENCE NUMÉRIQUE APERÇU MENSUEL, JANVIER 2026, VOL. 176

Des expertes et experts renommé(e)s commentent la
jurisprudence actuelle de manière précise et exacte.

DROIT DES SOCIÉTÉS ET DROIT DES MARCHÉS FINANCIERS

Die Folgen der verpassten (Wieder-)Wahl des Verwaltungsrats
Ein Fall eines Organisationsmangels nach Art. 731b OR

Philipp Estermann

Die fristgerechte (Wieder-)Wahl des Verwaltungsrats tut Not, weil es keine stillschweigende Verlängerung der Amtsdauer gibt. Bei verpasster Wahl besteht ein Organisationsmangel, der nicht durch ein de facto-Organ mit der Einberufung einer ordentlichen Generalversammlung behoben werden kann. Die allenfalls dabei gefällten Generalversammlungsbeschlüsse sind nichtig.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [4A_387/2023](#) du 02 mai 2024
Publié le 26 janvier 2026

DROIT DES SUCCESSIONS

Testamentsanfechtung infolge Urteilsunfähigkeit bzw. Demenz, Kurswechsel und Beeinflussung
- ohne Erfolg

Daniel Abt / Maren Bürgin

Die erbrechtliche Ungültigkeitsklage wurde abgewiesen, obschon eine dementielle Erkrankung des Erblassers gegeben war, eine komplexe Vermögenssituation vorlag und auch ein möglicher Kurswechsel sowie eine allfällige Beeinflussung geltend gemacht wurde.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [5A_647/2024](#) du 28 août 2025
Publié le 16 janvier 2026

Erbeinsetzung oder Vermächtnis?

Felix Horat

Das Bundesgericht bestätigte die vorinstanzliche Qualifikation der in einer letztwilligen Verfügung des Erblassers enthaltenen Zuwendung einer Quote seines lebzeitigen Vermögens an einem bestimmten Stichtag als Vermächtnis. Dies hatte zur Folge, dass der mit der Zuwendung bedachten Stiftung die Aktivlegitimation zur Anhebung der Erbeinsetzklage fehlte und ihre Klage - soweit ihre Rechtsbegehren nicht anerkannt wurden - abzuweisen war.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [5A_535/2022](#) du 08 juillet 2025
Publié le 14 janvier 2026

DROIT DU BAIL

Gültigkeit einer Kündigung bei geplantem Abbruch der Mietliegenschaft

Janine Wäber

Im seinem neuen Leitentscheid hatte das Bundesgericht die Gültigkeit der Kündigung eines Mietverhältnisses aufgrund des Abbruchs der Mietliegenschaft zu beurteilen.

22 avril 2026, 13h15-17h15 - Lausanne (Salle de réception, Tibits Gare)

Legal Prompt Engineering : Juriste 4.0

Livio di Tria
Chargé de cours en gestion et protection des données,
Associé, Président de swissprivacy.law

CHF 460.- (CHF 185.- Étudiants) à Lausanne
Cours en français !

weblaw Academy



DROIT DU TRAVAIL

Ouverture des commerces le dimanche

Vincent Carron

Le Tribunal fédéral se prononce sur la possibilité de subordonner l'occupation des travailleurs le dimanche au respect de dispositions d'une CCT ou d'un contrat type

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral 2C_616/2024 du 04 septembre 2025, destiné à publication

Publié le 29 janvier 2026

Sanction pour sous-enchère salariale

Vincent Carron

Le Tribunal fédéral se prononce sur l'admissibilité et la proportionnalité d'une sanction à hauteur de CHF 29'400 pour sous-enchère salariale fondée sur l'art. 9 al. 2 let. f LDét concernant l'occupation de deux employés de maison.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral 2C_548/2024 du 16 septembre 2025

Publié le 29 janvier 2026

For de l'action en cas de lieux de travail successifs

Olivier Subilia

Il ne peut y avoir qu'un seul lieu habituel du travail déterminant le for de l'action au sens de l'art. 34 CPC. Lorsque le lieu de travail se modifie en cours d'emploi, c'est en principe le dernier lieu de travail qui détermine le for. Peu importe la durée pendant laquelle l'emploi a été exercé à chacun des lieux successifs du moment que le dernier lieu avait vocation à devenir pérenne.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral 4A_542/2024 du 09 septembre 2025

Publié le 26 janvier 2026

Anforderungen an eine Praxisänderung

Gerhard Hauser

Das Bundesgericht hebt einen Entscheid des Zürcher Verwaltungsgerichts auf. Dieses hatte eine Abfindung für eine Entlassung ohne sachlichen Grund auf einen Monat beschränkt, weil der Beschwerdeführer dann das gesetzliche Rentenalter erreichte. Damit widersprach das Verwaltungsgericht einem eigenen Grundsatzentscheid drei Jahre zuvor. Weil es sich in keiner Weise mit diesem auseinandersetzte und einfach die Minderheitsmeinung von damals übernahm, erachtete das Bundesgericht den Entscheid als willkürlich.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral 1C_360/2025 du 26 novembre 2025

Publié le 26 janvier 2026

Les nouveautés juridiques les plus récentes sont résumées
pour vous dans les Blogs.

DROIT DES CONTRATS

Le droit au salaire en cas d'empêchement de travailler en raison d'une addiction à l'alcool
Camille de Salis

DROIT DES ÉTRANGERS

Les limites à l'exigence d'un passeport en cas d'octroi d'une autorisation de séjour
Johann Melet

DROIT DES OBLIGATIONS/DROIT DES CONTRATS (SAUF BAIL ET TRAVAIL)

Le point de départ de la suspension du délai de l'art. 88 al. 2 LP en cas d'opposition pour non-retour à meilleure fortune
Timothée Pellouchoud

DROIT DES SOCIÉTÉS ET DROIT DES MARCHÉS FINANCIERS

La dissolution pour carence dans l'organisation (art. 731b CO) en cas de changement d'adresse
Nadia Masson

**Êtes-vous prêt pour
Justitia 4.0 ?**

webLaw Academy

Notre formation vous prépare
concrètement à relever les défis
à venir.

Prochaine session :
Vendredi 19 juin 2026 | 09h15 – 16h45 | En présentiel à Lausanne |
CHF 690.–

DROIT DU TRAVAIL

Fristenrisiken bei Postverträgen
Nicolas Facincani

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET ARBITRAGE

La révision d'une sentence arbitrale et la condition de la valeur litigieuse minimale (art. 74 al. 1 LTF)
André Lopes Vilar de Ouro

DROIT PÉNAL

La mise à disposition d'un véhicule à un employé non titulaire du permis de conduire requis
Yoann Stettler

Pas de régime extra legem d'exécution des mesures thérapeutiques institutionnelles en milieu d'exécution des peines ouvert
Maya Bodenmann

Agresseur un jour, agresseur toujours ?

Alexia Blanchet / Marc Thommen

Régime d'exception pour le traitement pénal du sadomasochisme ?

Justine Arnal / Maya Bodenmann

BrownBag LegalTech
«ForenSys : la digitalisation au service du monde juridique suisse»

Bao Tran Le
Senior Customer Success Manager

Sylvain Egger
CPO EyeTek

MARS
04
ZOOM

13:00
14:00

weblaw Academy

LP

La validation du séquestre en cas de poursuite au lieu des biens séquestrés

Johann Melet

PROCÉDURE EN DROIT PUBLIC ET DROIT ADMINISTRATIF

La responsabilité de l'institution indépendante de l'administration (art. 19 al. 1 LRCF)

Tobias Sievert

PROCÉDURE PÉNALE

La confirmation de la condamnation de Tariq Ramadan pour viol et contrainte sexuelle

Yoann Stettler

EDITIONS WEBLAW

Le CJN rassemble des commentaires de jurisprudence rédigés par plus de 100 spécialistes, issus d'une trentaine de domaines juridiques. Les commentaires des experts font l'objet d'une évaluation par les pairs qui, réalisée par une rédaction renommée, permet de garantir un niveau de qualité élevé.

Outre les commentaires d'experts, le CJN abrite également des articles de blog. La responsabilité de ces articles incombe aux auteurs et propriétaires des blogs - [Liste des blogs](#)

Le CJN est proposé individuellement et dans le cadre du portail d'informations et de recherches Push-service des arrêts. Les commentaires peuvent être cités par une proposition de citation et des notes marginales.

Statistique :

Abonnés au "Commentaires de jurisprudence numérique (CJN)" : 9479

Informations et **impressum** :

info@weblaw.ch | T +41 31 380 57 77

ISSN 1663-9995. Editions Weblaw.

Inscription et changement d'adresse : Login à <https://register.weblaw.ch>. En suivant les onglets «Modifier ses données personnelles» et ensuite «Adresse mail» il est possible de changer son adresse e-mail ou d'annuler l'abonnement à la newsletter du Push-Service des arrêts.

Prière de ne pas répondre à cet e-mail. Si vous désirez prendre contact avec nous, veuillez utiliser les données de

contact indiquées.

<https://cjn.weblaw.ch>



Weblaw SA | Schwarztorstrasse 22 | 3007 Berne
T +41 31 380 57 77 | F +41 31 380 57 78 | info@weblaw.ch

